



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 12 SEPTEMBRE 2018

LOI ALIMENTATION

Y AURA-T-IL UN SURSAUT

ENVIRONNEMENTAL A L'ASSEMBLEE ?

Les députés reprennent aujourd'hui leur travail sur la Loi alimentation. Avant l'été, la première tentative avait abouti à un texte décevant, à la fois pour la santé et l'environnement. Pour France Nature Environnement, comme pour Nicolas Hulot quand il boycotta la conclusion des Etats généraux de l'alimentation en décembre dernier, "le compte n'y est pas". Cette rentrée parlementaire sera-t-elle placée sous le signe du sursaut environnemental ? Tour d'horizon des mesures indispensables à cette loi.

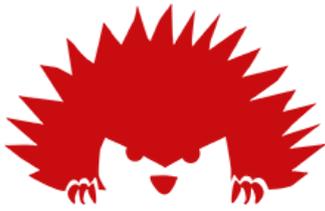
Un premier texte au rabais

Une loi pour une alimentation saine et durable, voilà ce qui était prévu à la sortie des Etats généraux de l'alimentation. Le texte présenté avant l'été réduisait l'ambition environnementale au minimum sans être rassurant sur la question du revenu des agriculteurs. Refus de réglementer l'épandage de pesticides à proximité des habitations, ou encore de mettre en place un étiquetage des modes de production, des pesticides ou des OGM dans l'alimentation... les consommateurs et citoyens ont été les grands perdants de ce premier travail.

Or, pour **Camille Dorioz, coordinateur du réseau agriculture et alimentation de France Nature Environnement**, « les citoyens ont leur mot à dire sur ce qu'ils veulent ou non dans leur assiette, la loi alimentation ne doit pas juste permettre au président de cocher ses promesses électorales. La mobilisation du 8 septembre dernier montre la volonté des citoyens d'accélérer la transition environnementale. Cela doit commencer dès aujourd'hui par la Loi alimentation ».

Faire de cette loi une loi pour une alimentation saine et durable

Pour **Cécile Claveirole, responsable des questions agricoles et alimentaires à France Nature Environnement**, « la loi alimentation ne répond ni aux aspirations des citoyens ni aux attentes des agriculteurs. Elle devait pourtant concilier les deux en marquant un engagement politique pour une transformation profonde des systèmes alimentaires et agricoles. C'est la transition agroécologique qui apportera les réponses aux crises économique et environnementale du secteur ».



FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Pour y parvenir, France Nature Environnement a identifié les 8 mesures incontournables pour une meilleure protection de la santé des citoyens et de la biodiversité :

BINGO **SPÉCIAL LOI ALIMENTATION :**
DÉPUTÉS, COCHEZ TOUTES CES CASES LORS DE LA LOI ALIMENTATION. À LA CLEF, GAGNEZ DES CITOYENS ET CITOYENNES FIER.E.S ET RECONNAISSANT.E.S

DE L'INFO SUR L'ÉTIQUETTE (nb de traitements pesticides, conditions d'élevage, rémunération de l'agri...)	INTERDIRE LE GLYPHOSATE	INTERDIRE TOUS LES NÉONICOTINOÏDES
INTERDIRE L'ÉPANDAGE PESTICIDES PRÈS DES HABITATIONS	UN REPAS VÉGÉ PAR SEMAINE DANS LES CANTINES	INTERDIRE L'ÉLEVAGE DE POULES EN CAGES
SÉPARER LES FONCTIONS DE CONSEIL AUX AGRICULTEURS ET DE VENTE DE PESTICIDES	INTERDIRE LES NANOPARTICULES DE TITANE DANS L'ALIMENTATION	

[Lire l'article « Loi Alimentation : le bingo des défis à relever pour les députés »](#)

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 71 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook et Twitter (@FNEasso).